



## **EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE LYON**

### **ARRETE N° 2007-07-03-R-0194**

commune(s) : Bron

objet : **Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente de locaux (lots 925 et 989) dépendant d'un immeuble en copropriété situé 21, rue Jules Védrières et appartenant à Mme Christiane Quesada, épouse Rose**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction du foncier et de l'immobilier - Pôle opérationnel - Subdivision sud

n° provisoire 13723

*Le président du conseil de la communauté urbaine de Lyon,*

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2122-22 -15°- ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

Vu la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en oeuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accèsion à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière ;

Vu la loi n° 87-557 du 17 juillet 1987 complétant la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en oeuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu le décret n° 87-284 du 22 avril 1987 modifiant le décret n° 86-516 du 14 mars 1986 relatif au droit de préemption urbain ;

Vu la délibération n° 93-4839 du 20 décembre 1993 par laquelle le conseil de Communauté a institué un droit de préemption urbain renforcé selon les dispositions de l'article L 211-4 du code de l'urbanisme sur la copropriété dénommée Le Terrailon à Bron ;

Vu la délibération du 7 février 2002 du conseil municipal de Bron confirmant l'exercice du droit de préemption urbain renforcé sur le périmètre concerné par l'opération de renouvellement urbain du quartier Terrailon ;

Vu la délibération du conseil de Communauté n° 2003-1251 du 7 juillet 2003 par laquelle la communauté urbaine de Lyon s'engage à acquérir divers biens de la copropriété Terraillon pour un coût total prévisionnel de 1 500 000 € (un million cinq cent mille euros) subventionné à 50 % par l'Etat ;

Vu la délibération du conseil de Communauté n° 2004-1921 du 14 juin 2004 élargissant le périmètre concerné par l'opération de renouvellement du quartier Terraillon ;

Vu la délibération n° 2005-2826 du 11 juillet 2005 approuvant le plan local d'urbanisme et l'application du droit de préemption urbain aux zones classées en zone urbaine ou d'urbanisation future ;

Vu le plan local d'urbanisme rendu public opposable aux tiers à compter du 5 août 2005 ;

Vu la délibération n°2005-2847 du 11 juillet 2005 relative à l'actualisation des compétences de la Communauté urbaine en matière d'équilibre social sur le territoire communautaire ;

Vu la délibération n° 2006-3289 du 27 mars 2006 par laquelle le conseil de Communauté a donné délégation à son président pour accomplir certains actes, en particulier exercer le droit de préemption urbain sur les biens de nature immobilière mis en vente volontairement ou non ;

Vu l'arrêté n° 2006-04-07-R-0132 du 7 avril 2006 par lequel monsieur le président donne, à monsieur le vice-président Guy Barral, délégation de signature ;

Considérant la déclaration d'intention d'aliéner souscrite par le cabinet d'urbanisme Reynard, SARL Caupère, 41, rue du Lac, 69422 Lyon cedex 03, représentant madame Christiane Quesada, épouse Rose, reçue en mairie de Bron le 11 mai 2007 et concernant la vente au prix de 68 600 € (soixante-huit mille six cents euros), dont 800 € (huit cents euros) de mobilier -locaux cédés libres de toute location ou occupation- au profit de monsieur Ismail Tozgoz, 8, rue Hélène Boucher à Bron (69500) :

- d'un appartement de 52,20 mètres carrés, représentant le lot n° 925 de la copropriété et des 272/223 840 des parties générales attachés à ce lot,

- d'une cave représentant le lot n° 989 de la même copropriété et des 3/223 840 des parties communes générales attachés à ce lot,

le tout, situé 21, rue Jules Védrières à Bron, étant cadastré sous les numéros 831 et 1936 à 1941 de la section B ;

Considérant l'avis exprimé par France Domaine ;

Considérant qu'il est opportun pour la communauté urbaine de Lyon d'exercer son droit de préemption, conformément à l'un des objectifs de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, en vue de la constitution de réserves foncières pour la mise en œuvre dans le cadre du contrat de ville 2000-2006, d'un projet de renouvellement urbain sur le quartier de Bron-Terraillon. Cette opération de renouvellement urbain est inscrite dans la convention de Bron du contrat de ville de l'agglomération lyonnaise 2000-2006, signé le 30 octobre 2000 explicité dans le protocole d'accord pour l'opération de renouvellement urbain de Bron, signé le 15 juillet 2002 et en accord avec les orientations du programme local de l'habitat adopté par délibération du 10 janvier 2007 qui succède au programme local de l'habitat (LH) adopté le 16 décembre 2002. Lesdits biens se situent dans un périmètre prioritaire de la ville classé en zone urbaine sensible (ZUS) ;

Sur proposition du directeur général de la communauté urbaine de Lyon ;

## **arrête**

**Article 1er** - Pour les causes sus-énoncées, le droit de préemption dont dispose la communauté urbaine de Lyon est exercé à l'occasion de l'aliénation ayant fait l'objet de la déclaration précitée.

**Article 2** - Le prix de 68 600 € (soixante-huit mille six cents euros), dont 800 € (huit cents euros) de mobilier -locaux cédés libres de toute location ou occupation- figurant dans cette déclaration d'intention d'aliéner, est accepté par la communauté urbaine de Lyon.

Cette acquisition par la communauté urbaine de Lyon est définitive à compter de la notification du présent arrêté. Elle sera régularisée, suivant les prescriptions de l'article L 213-14 du code de l'urbanisme, par un acte authentique qui sera dressé par maître Prohaszka, notaire associé, 31, place Jules Grandclément à Villeurbanne.

**Article 3** - Le destinataire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le tribunal administratif de Lyon d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de deux mois le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

**Article 4** - La dépense résultant de cette acquisition par la communauté urbaine de Lyon sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2007 - compte 213 200 - fonction 824 - opération 0827.

**Article 5** - Le directeur général et le comptable du Trésor de la communauté urbaine de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté transmis au représentant de l'Etat.

Lyon, le 3 juillet 2007

Le président, et par délégation,  
le vice-président délégué à la  
politique foncière,

Guy Barral.